

Collectif Total (ex-Elf) ne doit pas faire la loi

Lettre d'information trimestrielle – juin 2003

numéro 2

<http://collectif-tfe.cedetim.org>

1 €

Cachez cet **ELF** que je ne saurais voir...

En mars 2003, a commencé au Tribunal Correctionnel de Paris, le plus grand procès de la corruption sous la Cinquième République : le procès de MM Le Floch Prigent, Président de la Société Elf Aquitaine de 1989 à 1993, Sirven, son directeur des « Affaires Générales », et Tarallo, directeur Afrique pendant trente ans à la société Elf. Au moment où est imprimée cette Lettre, nous ignorons les conclusions de ce procès qui doit durer jusqu'en juillet 2003. Mais les trente premières audiences du Palais de Justice ont permis de confirmer et de rendre publics les mécanismes d'un système de corruption généralisée.

Il est difficile de choisir entre les différents crimes et délits commis par les dirigeants de Elf, dans la plus grande impunité depuis quarante ans (la création juridique de Elf remonte aux années soixante). Mais qu'est-ce qui est le plus choquant ?

- les révélations sur le rôle d'une Banque, la FIBA et d'un Président, Omar Bongo, de la République du Gabon, dans la mise en place du système de caisse noire sous la haute surveillance de M. Tarallo, appliquant ce que le juge Van Ruymbeke appelle dans son ordonnance de renvoi, le « protocole Guillaumat »¹ ?
- les révélations sur le financement des hommes et partis politiques français, sans que pour l'instant, aucun nom n'ait été donné par les trois co-inculpés ?
- les révélations sur le financement des deux camps de la guerre civile angolaise qui a fait plusieurs milliers de morts ?
- les révélations sur le financement des principales milices en guerre au Congo Brazzaville ?
- les révélations sur les frasques personnelles de ces trois Messieurs dissipant des dizaines de millions d'euros pour des châteaux, des

appartements de luxe parisiens, des bijoux de chez Cartier, ou un Palais corse, avec l'aval de tous les dignitaires de la République ?

Il est étonnant de penser qu'en 1997, lors de la création du Collectif, nous avons été poursuivi devant les Tribunaux d'instance de Paris par M. Philippe Jaffré et la société Elf pour utilisation frauduleuse, dans nos tracts et documents, du logo et de l'image commerciale de Elf : Elf avait été débouté, mais nous avons réclamé de Elf un vrai procès pour diffamation, en vain.

Nous reviendrons dans la prochaine Lettre sur ce procès et ses nombreuses conséquences politiques. Mais notons tout de suite la première conséquence visible : TotalFinaElf devient Total.

Et c'est tout naturellement que le collectif, qui avait débuté sous le nom « Elf ne doit pas faire la loi en Afrique », puis était devenu « TotalFinaElf ne doit pas faire la loi » se renomme aujourd'hui **collectif « Total (ex-Elf) ne doit pas faire la loi »**. Nous continuerons à dénoncer les activités illégales du groupe pétrolier, les atteintes aux droits de l'Homme et les conséquences néfastes de sa politique pour les populations et l'environnement.

Cette deuxième Lettre nous permet de souligner le réveil de la société civile en Afrique et en Europe, face à des comportements inadmissibles de sociétés multinationales (et notamment Total, anciennement Elf). Nous nous arrêtons sur le cas du Congo, si riche et pourtant si pauvre, une situation qui permet de comprendre la pertinence et l'importance de la campagne internationale « Publiez ce que vous payez ! ». Et nous sommes heureux d'annoncer la création de la plate-forme française de cette campagne, qui s'intéresse d'ores et déjà à Total (autrefois Elf).

Le sommet du G8 d'Evian, et surtout le contre-sommet organisé par de nombreuses ONG est aussi l'occasion de dénoncer les pratiques

prédatrices et mortifères des compagnies pétrolières multinationales (dont Total – jadis appelée Elf – en Afrique et Birmanie). Une campagne d'Agir Ici et des Amis de la Terre s'adresse, elle aussi, à Total (ex-Elf). L'occasion d'interpeller directement M. Desmarest, président de Total, une compagnie pétrolière qui n'a rien à voir avec Elf...

¹ Pierre Guillaumat, fondateur de la filière énergétique et nucléaire, après 1945, ex Ministre de la Défense de De Gaulle et 1^{er} Président de Elf Aquitaine.

Total (ex-Elf) en chiffres

Les réserves d'hydrocarbures s'épuisent en Europe, au rythme actuel de production, d'ici huit ans, tandis que celles d'Afrique s'accroissent pour atteindre fin 2002, une durée d'exploitation de 16 ans au rythme actuel d'exploitation : c'est principalement l'Angola qui est la cause de cette différenciation en 2002. Les découvertes sur l'Angola et le Nigeria – deux pays qui assurent désormais à eux deux la moitié de la production d'hydrocarbures africains du Groupe Total – font du Golfe de Guinée l'une des régions pétrolières importantes pour le Groupe. L'Afrique en 2002 assure 31 % de la production et contient 34 % des réserves prouvées.

Activité de Total – Chiffre d'affaires et résultat net (en milliards d'euros) :

	2000	2001	2002
Chiffre d'affaires :	114,6	105,3	102,5
Résultat net :	6,9	7,7	5,9

Cette baisse du résultat net n'a pas entraîné de conséquence majeure pour l'actionnaire qui reçoit un dividende de 4,10 € par action, soit une augmentation de 8 % par rapport à l'année précédente, sans rapport avec la baisse du résultat de 23 % ! Pour rassurer le petit actionnaire, on lui a rappelé que la progression du dividende avait quand même été de 74 % sur 3 ans et que, pour celui qui aurait réinvesti ses dividendes dans Total pendant 10 ans, la rentabilité de l'action était de 19 % par an !

La société Total distribue cette année 2,6 milliards € en dividendes et dépense encore 3,4 milliards € en « rachats d'actions » : soit au total 6 milliards € consacrés à la « gestion du capital » (540 000 actionnaires) contre une masse salariale du Groupe Total de 6,4 milliards € pour un effectif de 121 469 personnes. On comprend que certains membres du personnel aient du mal à se faire écouter par les actionnaires de Total réunis en AG le 6 mai 2003... La contradiction capital/travail est très visible lors de ces meetings.

Brèves

Opacité, impunité : Total scandale

Dans un contexte de mondialisation de l'économie, l'influence et le pouvoir des multinationales ne cessent de grandir. Rendre les entreprises, leurs filiales et sous-traitants responsables des impacts socio-environnementaux de leurs activités est donc devenu un enjeu prioritaire.

« *La responsabilité sociale, environnementale et éthique des entreprises va de pair avec leurs responsabilités économiques* » affirmait le président de la République récemment. Nous attendons désormais des actes concrets ! C'est pourquoi Agir ici, en partenariat avec Les amis de la Terre et soutenu par une vingtaine d'organisations, lance une campagne à l'occasion du G8 d'Évian (juin 2003) : « *Opacité, impunité : total scandale !* » Celle-ci invite les citoyens à interpeller le président de la République, et le PDG de Total afin qu'ils agissent en ce sens.

Participez à la campagne en commandant les documents à Agir ici – 104, rue Oberkampf 75011 Paris – agirici@agirici.org
Tél. : 01 56 98 24 40



La plate-forme française « Publiez ce que vous payez ! » est lancée

Initiée en Grande Bretagne en juin 2002 par Global Witness, appuyée par de nombreuses ONG, la campagne « *Publiez ce que vous payez !* » a pour principal objectif d'aboutir à ce que les compagnies extractives (pétrole, gaz et ressources minières) publient, de façon systématique et transparente, le montant des taxes et redevances de toute nature qu'elles versent aux États des pays dans lesquels elles sont présentes. De cette façon, les parlements et les citoyens de ces pays disposeront d'informations, sur la base desquelles ils pourront suivre l'usage fait de ces revenus et veiller à ce que ceux-ci

« Notre énergie en partage »

« *Notre énergie en partage* » tel est le titre du « *rapport sociétal et environnemental* » joint au Rapport annuel remis aux actionnaires le 6 mai 2003, lors de l'Assemblée Générale de TotalFinaElf.

Il s'agit bien d'un exercice de communication destiné aux actionnaires, aux salariés, aux politiques et aux journalistes. Nous en avons fait la lecture exhaustive et vous livrons ci-après quelques perles de la rhétorique nouvelle, qui n'hésite plus à affronter les sujets délicats mais bien au contraire cherche à définir une politique dominatrice et sûre d'elle-même, sur tous les plans, sociaux, environnementaux, industriels, éthiques ou politiques.

Pages 2 et 3 un grand tableau sur l'évolution de la consommation énergétique mondiale de 1942 à 2002, avec le rappel des principaux événements survenus au cours du demi-siècle écoulé : on y trouve la création de l'ONU et du FMI, la nationalisation du Canal de Suez, les accidents nucléaires de TMI (Usa) et de Tchernobyl (URSS), ceux de Séveso et Bhopal, les chocs pétroliers, le Protocole de Kyoto, la création d'Attac (sic) et du 1^{er} Forum Social Mondial de Porto Alegre !

Cette volonté d'ouverture et d'affrontement à la réalité mérite d'être soulignée : le développement durable est devenu l'axe central de la stratégie de Communication. Car selon TFE, il s'agit d'un « *enjeu majeur pour la pérennité et le développement du Groupe* ». Comme il faut concilier le passé avec l'avenir radieux, on constate que l'on faisait déjà du développement durable dans le passé : plus de « *1 000 actions de développement ont accompagné les grands investissements...* » page 7

- Une procédure originale de « *profilage éthique* » a été bâtie en étroite collaboration avec une firme britannique, Good Corporation...
- Des objectifs sont rappelés, comme autant de conjuration de catastrophes oubliées :
 - protéger le milieu marin page 18
 - renforcer la lutte antipollution marine page 19
 - assurer la sécurité dans le transport maritime page 37
- Page 29 « *Grande Paroisse, filiale spécialisée dans les engrais, aide les agriculteurs à utiliser la bonne quantité de fertilisant... et a conçu un appareil permettant d'estimer les besoins en azote des céréales... une avancée majeure vers une agriculture raisonnée.* » Ce discours économe, après AZF, est une tentative de résister à ceux qui veulent une agriculture biologique sans engrais de mort.
- Page 35 avec 100 sites classés Séveso seuil haut en France, 54 dans le reste de l'Europe et de nombreux autres dans le monde, impliquant le même type de risques, le Groupe TFE est directement concerné par la gestion de risques technologiques... Celle-ci couvre la sécurité et la préparation à la gestion de crise.
- Pour l'avenir énergétique, TFE se lance dans le photovoltaïque pour l'électrification par panneaux solaires au Maroc et en Afrique du Sud, et participe à l'implantation de deux usines en Belgique et à Toulouse (panneaux solaires). Mais aussi, dans l'énergie éolienne et les biocarburants page 50

Tout ceci précède le chapitre des controverses page 77 intitulé « *Société et communautés : pour une responsabilité élargie* ». On y apprend en effet que « *les gisements d'hydrocarbures se trouvent souvent dans des pays dont le contexte socio-politique appelle une vigilance toute particulière : faible niveau de développement, l'existence de tensions intercommunautaires, problème de gouvernance, de libertés publiques, etc.* » Eh bien, face à ce constat la réponse est courageuse : « *les solutions ne sauraient se réduire à de simples slogans ou préceptes.* »

Voici donc ces solutions :

- écouter, dialoguer, agir page 78 : TFE « *souhaite développer un dialogue ouvert, approfondi et loyal avec les interlocuteurs de la société civile* »
- mise en place d'une Direction du Développement Durable
- TFE a adhéré au Pacte Mondial de Koffi Annan, Secrétaire Général de l'ONU, « *pour donner un visage humain au marché global* » page 80
- Page 81 « *le dialogue avec les ONG constitue un travail de fond qui se prête mal à la médiatisation, ne serait-ce que pour l'indépendance et la crédibilité de ces organisations* ». Un exemple est donné pour le démantèlement des plates-formes de Frigg en Mer du Nord, avec Greenpeace et le WWF de Brême.
- Refus d'ingérence politique et principe de neutralité page 85. C'est en fait le vrai manifeste de ce rapport 2002 qui vise à afficher la volonté politique du Groupe depuis ses origines : ce qui avait commencé en Irak après la guerre de 14-18 (et le démantèlement

de l'Irak Pétroleum Company) et s'est poursuivi en Afrique du Sud, sous le régime d'Apartheid, puis en Birmanie. La société TOTAL s'est toujours refusée à se soumettre à une volonté internationale quelconque... malgré ses dénégations répétées. Pourtant, c'est bien le boycott préconisé par le MAA – Mouvement Anti Apartheid – puis l'ONU et les États-Unis qui ont précipité la chute du régime de Prétoria et la libération de Mandela.

• Angola : « *Quand le refus d'ingérence n'interdit pas l'intervention humanitaire* ». TFE précise ses interventions humanitaires après l'accord signé en avril 2002 entre le Gouvernement de Luanda et les troupes rebelles de l'Unita, pour un Million de dollars. Mais le rapport ne précise pas les déclarations publiques de Loïk Le Floch Prigent, ni celles de Philippe Jaffré, prédécesseurs de Thierry Desmarest à la tête de Elf, qui ont clairement reconnu avoir financé les deux camps de cette guerre civile de plus de 25 ans qui a fait des dizaines de milliers de morts !

La question posée en toute naïveté « rester ou partir ? », page 87 trouvera sa réponse : on peut et on doit rester puisqu'on ne fait pas d'ingérence politique !

Compte tenu des investissements « lourds » qui sont faits et « destinés à rester en service plusieurs dizaines d'années », il est donc « impossible d'envisager des allers et retours en fonction des changements d'équipes au pouvoir ». L'intérêt à long terme du pays et de Total se rejoignent bien entendu. CQFD. Voilà une réponse claire aux opposants de la junte birmane qui exigent le départ de tous les investisseurs étrangers, dont TFE, de leur pays le Myanmar.

Ce rapport sociétal et environnemental 2002 de TFE confirme, plus que jamais, le bien-fondé du nom de notre Collectif : Total (ex-Elf) ne doit pas faire la loi !



CONGO-BRAZZAVILLE

les églises se mouillent !

« ...Ainsi le pétrole sera un combustible, non pour la mort, la dette, la malédiction, la violence, la dictature, la guerre civile, mais pour le bien-être des populations congolaises et d'Afrique. » Déclaration des évêques du Congo sur le pétrole, juin 2002.

« *Au Congo Brazzaville, le pétrole tue !* » Adage populaire.

Le Secours Catholique et la Cimade viennent de lancer, à la veille de la Conférence des Chefs d'États africains, début février 2003, une campagne en France qui rejoint celle, internationale que nous avons annoncée dans le premier numéro de cette Lettre d'information, « *Publiez ce que vous payez !* », et qui faisait suite à l'enquête approfondie de l'ONG britannique Global Witness en Angola.

Dans une brochure d'excellente qualité, le Secours Catholique, la Cimade et la commission épiscopale Justice et Paix du Congo, s'interrogent à propos du Congo-Brazzaville : ***pour qui coule l'or noir ?***

Le document fournit des données chiffrées de 1970 à 2001 sur l'économie pétrolière du Congo Brazzaville et pose les questions, naïves mais pertinentes : pourquoi y-a-t-il un manque de transparence dans les affaires pétrolières ?

L'enquête menée par la société civile et les églises démontre l'opacité de tous les acteurs publics et pétroliers qui conforte un secret sur l'endettement du pays, les ressources réelles versées à l'État congolais et bien sûr le « *fonds de souveraineté* », mis à la disposition du Chef de l'État à titre personnel.

L'expérience du Tchad et du Cameroun avec les accords signés par la Banque mondiale, avant la mise en production du gisement de Doha au Tchad et la construction de l'oléoduc jusqu'à Kribi au Cameroun, fait rêver les auteurs de la brochure : la mobilisation de la société civile africaine et internationale dispose ainsi d'objectifs concrets pour une transparence effective. Parmi ceux-ci, on trouve : une loi sur la gestion des revenus pétroliers, la mise en place d'un Comité de Contrôle de l'application de cette loi (avec participation de la société civile), la création d'un fonds d'épargne pour les générations futures...

Le partenaire pétrolier unique, ou quasiment, au Congo reste Elf ou son successeur Total, dont nous connaissons bien les qualités d'ouverture et de dialogue. La délégation congolaise des églises, de la Commission Justice et Paix et de l'Observatoire des Droits de l'Homme en a fait l'amère expérience en rencontrant à La défense, un représentant de la compagnie TotalFinaElf.

Pour se procurer le document :

Secours Catholique, 106 rue du Bac, 75007 Paris – Cimade, 176 rue de Grenelle, 75007 Paris.

participent au développement et à la réduction de la pauvreté. Cette plus grande transparence permettra de lutter contre les détournements de fonds, la corruption et l'appropriation illicite des ressources en cause.

Aujourd'hui, un premier groupe d'associations s'est organisé afin que cette initiative soit relayée de manière dynamique et concrète dans notre pays, donnant naissance à la plateforme française « *Publiez ce que vous payez !* ». L'idée de cette campagne a déjà fait du chemin tant du côté des citoyens qui souhaitent plus de transparence, que des multinationales qui exploitent ces ressources et des gouvernements des pays où ces entreprises ont leur siège social. Il faut désormais passer à l'action !

Les premiers membres de la plateforme française :

Agir ici – Association Sherpa – CollectifTotal (ex-Elf) ne doit pas faire la loi – Secours Catholique – Survie – Transparence International France...

Et bien sûr plus d'informations sur www.publishwhatyoupay.org

Tchad-Cameroun : le pipe surveillé

Pas une goutte de pétrole n'a encore coulé des champs de Doha, sous-préfecture au sud du TCHAD, ni traversé le Cameroun à 1 070 km de la zone d'extraction pour le port de Kribi qui doit assurer l'exportation, que le « *panel d'inspection* » de la BIRD/Banque Mondiale a engagé ses premières inspections. La Banque Mondiale, dans sa lutte acharnée contre la pauvreté, prête aux Compagnies pétrolières Exxon Mobil et Chevron, qui ont remplacé Elf comme opérateur, pour assurer 4 % du financement de ce projet, dont le coût total est estimé à 3,7 milliards de Dollars.

Les inspecteurs sont venus à Paris et ont écouté attentivement les remarques formulées par une dizaine d'ONG, dont le Collectif, comme ils ont écouté, sur place, les paysans et les associations de riverains du projet d'oléoduc trans-tchadien et trans-camerounais. En particulier les conditions sanitaires des travailleurs sur le chantier ont été dénoncées par un médecin qui avait fréquenté le Cameroun.

Pour avoir des nouvelles du panel et de leurs observations sur ce projet controversé : ipanel@worldbank.org

Le procès du pétrole tricolore

Dans Le Monde du 2 avril : « *M. Tarallo est un peu pudique. On va appeler un chat un chat. L'argent d'Elf part en Afrique et revient en France.* » M. Le Floch-Prigent.

Le procès Elf, qui a débuté en mars, doit se clore en juillet : une vraie pièce de théâtre, dont tous les rebondissements n'ont pas encore eu lieu. Notre prochaine lettre sera consacrée en grande partie aux nombreuses révélations, connues de tous mais précisées pour la première fois dans un tribunal de la République.

(A suivre au prochain numéro...)

Rapport annuel 2002 : TotalFinaElf devient Total et le passé devient un risque

Le rapport annuel de TFE est un gros livre de 172 pages, pas spécialement captivant comme une BD ou un polar de bonne série noire, mais on y trouve des choses dignes d'intérêt. Ainsi dans les « *risques juridiques* », on peut lire page 135, des informations sur des plaintes contre TotalFinaElf déposées par des birmans en Belgique et en France, contre le travail forcé en Birmanie (Myanmar).

Également aux États-Unis en 2002, des plaintes ont été déposées contre TFE, pour des faits survenus en Afrique du Sud et remontant à la période de l'apartheid : « *des citoyens sud-africains se plaignent de violations des droits humanitaires, perpétrées par la Police, l'Armée ou des milices ; ils considèrent que les filiales de Total, sur place, étaient complices des auteurs. Ils réclament des indemnisations... et diverses compensations telles que la 'restitution des profits'* ».

Le Collectif pourrait se porter partie civile dans ces procès, car certains des animateurs du Collectif étaient alors membres du MAA (Mouvement Anti-Apartheid) en France qui condamnait les pratiques des entreprises françaises – il n'y avait pas que Total d'ailleurs – qui soutenaient le régime d'apartheid Sud-africain. Ce serait l'occasion de juger la théorie désormais affichée des dirigeants de Total : « *Partir ou rester ? ... il faut rester !* »

Atofina pôle chimique méconnu

Au début des années quatre-vingt, la chimie française, après les crises pétrolières et plusieurs années de récession, est en déroute. Elle est alors donnée à ELF (hors Rhône-Poulenc qui garde les meilleurs morceaux) sous le nom d'ATOACHEM puis ELF-ATOACHEM. Fusions et rachats ont transformé cette entité franco-française en un groupe international, ATOFINA, constituant le pôle chimique de TFE, avec 350 sites industriels (AZFToulouse en moins), 5 000 tonnes en 2001 d'émissions atmosphériques de 16 produits hautement toxiques et près de 20 milliards d'euros de chiffre d'affaire.

Manquements à la sécurité, absence de transparence, chantage à la délocalisation, risques chroniques de fabrication... ATOFINA est trop longtemps resté dans l'ombre. La campagne *Toxiques* de Greenpeace apporte un peu de lumière, et le collectif y travaille... à suivre.

Plus d'informations sur www.greenpeace.org

Pourquoi cette lettre d'information ?

Le Collectif « Total (ex-Elf) ne doit pas faire la loi » est souvent sollicité par des groupes citoyens pour mieux comprendre la stratégie de cette pieuvre omniprésente en France, en Europe et dans le monde. D'où la décision de publier cette lettre qui paraîtra 3 à 4 fois par an et remplacera la brochure que nous avons lancée en 1998 et renouvelée en 2000.

CONGO-BRAZZAVILLE

le paradoxe d'un pays riche en pétrole mais éligible à l'initiative « Pays Pauvre Très Endetté »

Il m'a fallu faire un grand effort d'abstraction pour garder à l'esprit que j'étais au Congo dans un pays riche en pétrole. On y est à mille lieux des clichés sur les économies de rente où l'abondance s'étale dans les rues. Troisième pays producteur et exportateur de pétrole en Afrique subsaharienne, le Congo demeure un des pays les plus pauvres du monde (70 % de la population sous le seuil de pauvreté). Objet de convoitise, le pétrole, au lieu de permettre le développement du pays, a été un des moteurs des guerres civiles qui déchirent le pays depuis 1993. **La réalité du pays est donc à l'opposé des chiffres estimés des ressources pétrolières.**

L'arrivée à l'aéroport en dit déjà long : fraîchement repeint pour lui donner un air international pour la venue de députés européens, on remarque vite l'inscription manuscrite des arrivants et le système de contrôle en panne. Ensuite, le parcours officiel, que suivent délégués de l'UE et riches Africains venus pour affaires ou pour une rencontre internationale, commence par le Méridien : piscine, restaurant, boîte de nuit familiers des hôtels 4 étoiles, on peut presque se passer d'en sortir... et on y oublie vite la situation du pays. Tout près de l'hôtel, les locaux des Dépêches de Brazzaville, dont un des journalistes affirme que les routes sont « *toutes goudronnées* » : à vrai dire, cela vaut surtout pour des déplacements de type aéroport-hôtel de luxe, mais peut-être a-t-il oublié que Brazzaville s'étendait au-delà du Méridien ?

L'autre Brazzaville ? les images de la réalité matérielle font apparaître les désastres de la guerre et les dysfonctionnements structurels : routes défoncées et inondées aux moindres pluies, immeubles détruits lors des affrontements et laissés à l'abandon, bâtiments publics en fonctionnement mais criblés de marques de balles et de bombardements, longues files d'attente pour acheter quelques litres d'essence les rares jours où les stations sont ouvertes... Les établissements scolaires n'ont plus suffisamment de bancs pour leurs élèves, le matériel médical des hôpitaux a été pillé lors des conflits qui ont secoué la ville. Ici, le coût de la vie est environ 4 fois plus élevé qu'en Afrique de l'Ouest : au Congo, tout pousse mais rien ne peut être acheminé vers les villes, faute d'infrastructures et de moyens de transport. Résultat : tout ou presque s'importe. Les pannes d'électricité – importée de Kinshasa qui la fournit en fonction des paiements de l'État congolais – paralysent les activités dans un pays bordé par un fleuve au débit monstrueux mais où les barrages électriques sont insuffisants.

L'impression n'est pas forcément rassurante à **Pointe Noire**, capitale économique du pays qui accueille toutes les compagnies pétrolières. Route partiellement détruite, train hors service, il faut réserver une place sur un vol intérieur congolais. On goûte alors aux joies d'un voyage à bord d'un vieil Antonov où l'habileté des pilotes est d'autant plus appréciée que les règles de sécurité sont inexistantes. Une heure plus tard, à Pointe Noire, surprise : un embouteillage ! Le nombre de 4X4 est bien plus important qu'à Brazzaville, les affaires semblent marcher pour certains... L'artère principale du centre ville, aux abords de laquelle s'organise l'essentiel des commerces « occidentaux », donne l'illusion d'une « modernité » singulière : bâtiments neufs de plusieurs étages, magasins climatisés vendant du matériel professionnel importé d'Europe, autant d'images absentes du paysage brazzavillois. Le quartier devient la nuit celui d'autres tractations, négociées sur les trottoirs avec les dizaines de prostituées ou à l'intérieur des clubs aux enseignes riches de promesses pour hommes seuls... Le taux de prévalence du sida est officiellement de 12 % à Pointe Noire, officieusement largement sous-estimé. Les bords de mer offrent également de « bons moments » : déjeuner au Club Pétrolier où l'on se prélassait dans la piscine sur fond d'océan... En face, quelques villas somptueuses comme celle du Consul Général de France.

À Pointe Noire aussi, il existe une autre ville : celle des plages souillées par les huiles des plates-formes, à l'air pollué par les sous-produits de l'exploitation pétrolière... insalubres bidonvilles formés de tôles amoncelées, nuits sans électricité depuis maintenant près de deux mois, et les mêmes files d'attente pour l'essence qu'à Brazzaville, paradoxe qui atteint l'absurde pour une ville pétrolière !

Stéphanie de Rozier, Cimade, mission d'observation au Congo-Brazzaville

Collectif Total (ex-Elf) ne doit pas faire la loi

21 ter rue Voltaire, 75011 Paris

Tel 01 43 71 62 12 – Fax 01 43 67 16 42 – cedetim@globenet.org

<http://collectif-tfe.cedetim.org>

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
Courriel.....

Je m'abonne à la lettre d'information : **15 € pour 1 an.**

Je m'abonne pour 10 exemplaires de la lettre à chaque numéro : **30 € pour 1 an.**

Je soutiens le Collectif et je m'abonne à la lettre d'information :

■ 30 €, ■ 45 €, ■ autre montant €

Chèques à l'ordre de Association Toussaint Louverture à envoyer à l'adresse du Collectif.